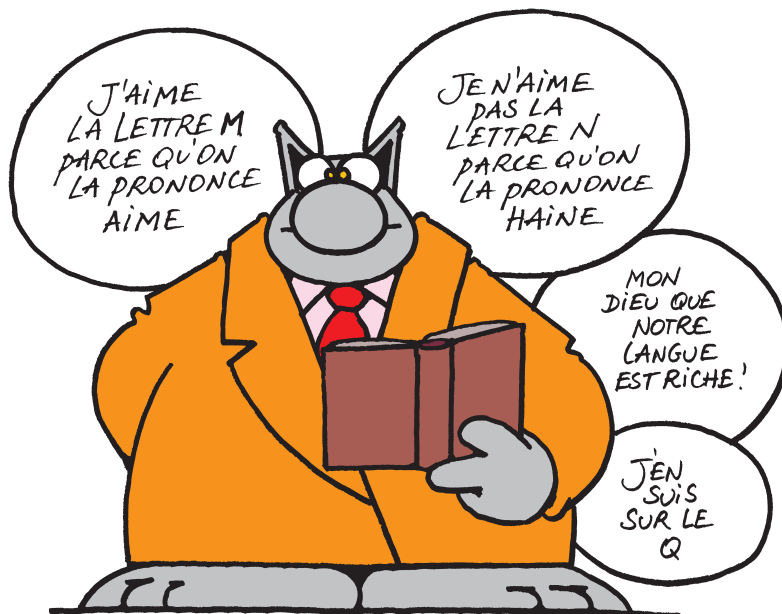


# LANGUE FRANÇAISE AU LUXEMBOURG

*entre déclin  
et défi pour le  
vivre-ensemble*

Victor HUGO • Jean-Louis SCHLESSER • Thomas B. REVERDY • Jean-Claude IZZO • Boris VIAN • Annie ERNAUX • Christian BOBIN • Maurice MAETERLINCK • Éric CHEVILLARD • Michel BUTOR • Francine FLAUBERT • Carla LUCARELLI • Emmanuel DONGALA • Ernest PÉPIN • Louise LABÉ • Gustave FLAUBERT • Montequieu • Abdourahman WABERI • Christiane KUTTEN-SERAFINI • Jean D'ORMESSON • Pascale KRAMER • Kamel DAUD • Raymonde PHILIPPS • Jacques POULIN • Auguste LIESCH • Rachid BOUDJEDRA • André GIDE • Nelly ARCAN • Pierre MICHON • Myriam NOËL • Jhemp HOSCHET • Ane TAUBIRA • Rachel LECLERC • Jean-Louis TRUDEL • Georges DEBÉLÉ • Marcel NOPPENEX • Jean PORTATE • Jean-Marie ADIAFFI • Jean-Louis TRUDEL • Pierre MICHON • Myriam Kim THUY • Jean KRECKE • Hubert HADDAD • Andrée CHEDID • Diadié DEMBÉLÉ • Georges BEN • Carine MÉTELLUS • Patrick CHAMOISEAU • Joë BOUSQUET • COLETTE • ÉLISE TURCOTTE • Nelly DEPESTRE • Andrée POULIN • Olivier KAMBANDA • Driss CHRAÏBI • Alfred DE MUSSET • Edmond DUNE • LECOMTE • Madeleine GAGNON • Jean GIONO • Michèle FITOUSSI • Michèle FRANK • Monique ILBOUDO • Alice ZENITER • Sylvain PRUDHOMME • Jean GAUDÉ • Patrick MODIANO • Eliane N'SONDÉ • Michèle PRANGE • Yanick • Hugues CORRIVEAU • Laurent GAUDÉ • Armand GAUZ • Wilfried RAUS • Hervé LE TELLIER • Habib Tengour • Jean-Patrick MANCHETTE • Marie NDIAYE • Louise DUPRÉ • Nelly RAUS • Marguerite DURAS • Christine ANGOT • LAHENS • Maurice BLANCHOT • Romain GARY • Louise DUPRÉ • Nelly RAUS • Marguerite DURAS • Christine ANGOT • Jacques STEIWER • Aimé CÉSAIRE • Vito DE SAINT-EXUPÉRY • Marcel GÉRARD • Aurélien BELLANGER • Léopold SÉDAR SENGHOR • Tahar BEN JELOUN • In Koli Jean BOFANE • Catherine MAVRIKAKIS • Éric-Emmanuel SCHMITT • Mara MONTEBRUSCO-GASPARI • Fabienne MARTINE LATULIPPE • Grégoire LEYDENBACH • Villy GILSON • Vénus KHOURY-CHAM • Anthony HELPS • Albert BORSCHETTE • KANOR • Joseph GRACQ • Benoît DUTEL • Marie-Françoise ELIASME-MILLER • Jean-Louis ROLIN • Jean-Benoît NADEAU • Valérie LAMESCH • Julien GRACQ • Vénus KHOURY-CHAM • Anthony HELPS • Albert BORSCHETTE • MOLIÈRE • Daniel POLIQUIN • Vito DE SAINT-EXUPÉRY • Marcel GÉRARD • Aurélien BELLANGER • BESSON • Gaston CARRÉ • Ennio TUNISI • Jean-Louis ROLIN • Jean-Benoît NADEAU • Gabrielle ROY • Catherine CUSSET • Ennio TUNISI • Jean-Louis ROLIN • Jean-Benoît NADEAU • BOUVIER • Georges SIMENON • Éric REINHARDT • Paul VALÉRY • Anthony HELPS • Albert BORSCHETTE • Ian DE TOFFOLI • JMG LE CLÉZIO • Éric PLAMONDON • Paul VALÉRY • Anthony HELPS • Albert BORSCHETTE • Raphaël CONFIAANT • Pierre MICHEL • Jean-Louis ROLIN • Jean-Benoît NADEAU • VETTOR • Béatrice BECK • Jules VALLES • Ennio TUNISI • Jean-Louis ROLIN • Jean-Benoît NADEAU • Denis DIDEROT • Rosemarie KIEFFER • Larry TREMBLAY • José ENCH • Lucie PAGÉ • Réjean • DUCHARME • Isabelle EBERHARDT • Giulio-Enrico PISANI • Abdellatif LAABI • Théophile GAUTIER • Anise KOLTZ • Émilie FRÈCHE • Blaise NDAL • Ysmine MARIAN • Dany LAFERRIÈRE • Anna DE NOAILLES • REDONNET • Marguerite YOURCENAR • Georges ELIASME-MILLER • Jean-Louis ROLIN • Jean-Benoît NADEAU • GRILLET • Patrick MODIANO • Jean BARBE • Georges ELIASME-MILLER • Jean-Louis ROLIN • Jean-Benoît NADEAU • Jean-Paul SARTRE • Sami TOHANI • Simone DE BEAUVOIR • Martine DELVAUX • Julie VINANDY-SCHMIT • Yasmina KHADRA • STENDHAL • Joseph HENRI • Marie-COCONDÉ • Jean COCTEAU • Albert CAMUS • Tristan GARCIA • François CHENG • Henri MICHAUX • Éliette AEGISSIS • Leconte MIANO • Nathalie QUENEAU • Muriel CERF • Jean ECHENOZ • Jacques STEFFEN • Lionel TROUILLOT • Georges BATAILLE • Raymond QUENEAU • Muriel CERF • MONÉNEMBO • Nicolas FARGUES • Claude SCHMIT • Fatou DIOUM • Raymond QUENEAU • Muriel CERF • Blaise CENDRARS • Nicole BROSSARD • Maria-C. HALLER • Édouard GOUDEAULT • Robert LALONDE • Ségolène TANSI • Georges SAND • Jean CAYROL • Françoise SAGAN • France DAIGLE • Tom REISEN • Boualem SANSAL • René CHAR • Jeff SCHINKER • Sophie DIVRY • Marie NDIAYE • Annie SAUMONT • Muriel BARBERY • Nicolas RIES • Eugène ÉBODÉ • Carole DAVID • David FOENKINOS • Jean-Baptiste DELAMO • Frank WILHELM • Ken Bugul • Fred VARGAS • Leïla SLIMANI • Jean-Jacques ROUSSEAU • Édouard LOUIS • Hemley BOUM • Roland BISENIUS • René MARAN • Jean TARDIEU • Alain MABANCKOU • Nicolas DICKNER • Alphonse DAUDET • Marie VIEUX-CHAUVET • Tullio FORGIARINI • Amin MAALOUF • Paul VERLAINE • Marcel PROUST • Philippe DJIAN • Antoine POHU • Assia DJEBAR • Paul ÉLUARD • Nathalie RONVAUX • Mathias ÉNARD • David GOUDEAULT • Robert LALONDE • Ségolène DARGNIES • Tim KESSELER • Suzanne DRACIUS • Michèle PLOMER • Amélie NOTHOMB • Pierre DE RONSARD • Jacques BREL • Valérie ZENATTI • Serge BASSO DE MARCH • Florent COUAO-ZOTTI • Caroline LAMARCHE • Alexis JENNI • Joël DICKER • Delphine DE VIGAN • Brahim METIBA • Kerstin MEDINGER • Daniel MAXIMIN • Henri BOSCO • Jules VERNE • Denise BOMBARDIER • Aaliyah SOARES • Andrée A. MICHAUD • Charles BAUDELAIRE • Honoré DE BALZAC • Jean TEULÉ • Isabelle KRONZ • Malek HADDAD • Blaise PASCAL • Anne BEFFORT • Hédi KADDOUR • Suzanne AUBRY • Marie-Claire BLAIS • Dominique ZANGERLÉ • Christiane ROCHEFORT • Gast ROLIN • Anne HÉBERT • ZANGERLÉ • Jennifer RICHARD • Metin ARDITI

# Sourions d'abord



© GELUCK

## L'ASTI remercie :

- Toutes celles et tous ceux, les chercheurs de l'université, les enseignants, les éducatrices, les élèves, les parents d'élèves, les membres de l'ASTI qui ont apporté leur savoir et prodigué leurs conseils pour la rédaction de ce document.
- M. Philippe Geluck (le Chat) et M. Benjamin Roussé (Wingz) qui ont apprécié l'initiative et mis leurs dessins à disposition à titre gracieux.
- L'association Autisme Luxembourg qui a pris en charge la mise en page et l'impression de la publication dans son atelier d'inclusion professionnelle à Beckerich.

# Pourquoi organiser une réflexion sur la situation de la langue française au Luxembourg ?

---

Ce document constitue la synthèse des discussions menées lors de plusieurs séances d'échange et de réflexion sur la situation de la langue française au Luxembourg, organisées par le groupe de travail « Éducation » de l'ASTI. Il reprend les constats empiriques, les réflexions, les impressions partagées et les suggestions énoncées par les participants<sup>1</sup>, au nombre desquels figuraient, entre autres, des professeures et des professeurs de l'enseignement secondaire et de l'Université, des fonctionnaires, des éducatrices et des parents d'élèves<sup>2</sup>.

À l'ASTI, tout au long de cette année, nous avons collecté des informations, nous avons échangé sur les analyses à faire, les questions à poser sur la situation et l'avenir de la langue française dans notre société. Nous avons constaté – et nous pensons ne pas être les seuls à l'avoir fait – que la langue française se porte mal dans notre pays.

Si c'est aujourd'hui l'ASTI qui lance cette alerte, c'est que nous sommes persuadés que notre multilinguisme, notre maîtrise de la langue luxembourgeoise, de la langue allemande et de la langue française constituent un pilier de notre vivre-ensemble.

Le vivre-ensemble, c'est le fonds de commerce, la raison d'exister de l'ASTI. La dépréciation, la déconsidération, le désamour, voire la rancune à l'égard d'une des trois langues met en danger cet équilibre qui nous permet de vivre, de travailler et de décider ensemble. Pour pouvoir raconter, discuter,

argumenter, comprendre autrui et participer à la vie culturelle, il ne suffit pas d'avoir des connaissances superficielles des langues dans lesquelles on se parle. Chacune de ces langues constitue un trésor, par sa richesse du vocabulaire et des expressions, par ses productions littéraires et audio-visuelles, par sa valeur affective. Y renoncer revient à s'appauvrir.

Préserver cette richesse nous semble particulièrement important pour les jeunes générations.

Nous n'ignorons pas que des changements profonds les attendent : d'abord, à l'école, l'introduction des classes ALPHA, réforme dont nous ne voudrions aujourd'hui n'évoquer qu'un seul aspect : les élèves sont motivés<sup>3</sup>. Ensuite, dans les années à venir, l'intelligence artificielle déferlera sur nous. Avec une puissance que nous ne commençons qu'à entrevoir, elle impactera les manières de s'approprier les langues. Notre réponse, qu'il faudra imaginer intelligente, ne sera pas un repli sur davantage de divertissement, mais un sursaut intellectuel. En d'autres termes : il faudra faire des efforts. Aussi pour la langue française. C'est à ce prix que pourront être sauvegardées notre liberté et notre humanité.

Retour au présent : aujourd'hui, le paradoxe qui nous interpelle est que la langue française est de moins en moins maîtrisée et de plus en plus déconsidérée, alors que la population dite francophone augmente : 12,1% lors du recensement de 2011 et 14,9%

---

1 Le genre masculin est utilisé à titre générique et inclut toutes les personnes, quel que soit leur genre.

2 Des représentants des élèves, du Conseil national des élèves, CNEL avaient été invités à la réunion. Ils ne purent participer, mais ils furent écoutés lors d'une réunion ultérieure.

3 « In den vier Klassen des Pilotprojekts in denen ich war, hat jedes Kind mitgearbeitet und war dabei. Ich war wohl zumindest in der Hälfte der Schulen dieses Landes mindestens einmal anwesend. Im Vergleich dazu war die Situation meist eine andere: Ein Drittel ist gut dabei, ein Drittel ist noch ein bisschen aufmerksam und das letzte Drittel ist völlig abgehängt“. Interview avec Antoine Fischbach par Sarah Pepin au Lëtzebuurger Land du 18.07.2025

en 2021<sup>4</sup>. Si on compte le nombre de résidents étrangers originaires d'un pays où la langue parlée (italien, portugais, espagnol...) est une langue romane, on totalise 170.000 résidents ; auxquels il faut ajouter 39.200 frontaliers belges et 101.600 frontaliers français : total 310.800<sup>5</sup>. Le français est omniprésent dans la vie luxembourgeoise. On ne peut que difficilement vivre au Luxembourg sans le maîtriser.

Toutefois, l'expérience quotidienne nous apprend que la langue française est très souvent identifiée à la population immigrée et que sur les réseaux sociaux et dans les débats publics, il arrive qu'on oppose les langues ; ainsi le luxembourgeois est opposé au français qui nous submergerait. Nous devons poser la question : Est-ce parce qu'on veut opposer des citoyens, des communautés qu'on oppose les langues ?

Dans notre groupe de travail « Éducation » il nous a été rapporté que des élèves se faisaient déconseiller de s'inscrire dans une classe francophone, que ce choix constituerait un gâchis, qu'il serait une perte d'opportunités et qu'il aurait des conséquences négatives pour leurs chances de continuer leurs études, voire d'accéder à un emploi.

Ces classes francophones seraient-elles mal vues, ne faisant pas partie de la « vraie » école, considérées comme un corps étranger dans notre système scolaire ?

Cette contribution de l'ASTI n'est ni une étude scientifique, ni un projet de recherche. L'ASTI n'est ni l'Université, ni le SESOPI, ni l'ILRES. Elle n'en a d'ailleurs pas les moyens. Mais nous estimons disposer de suffisamment d'indices pour faire part de nos préoccupations.

Notre objectif – et cela a déjà été dit – est d'œuvrer pour le vivre-ensemble et aujourd'hui, de tirer la sonnette d'alarme sur la situation de plus en plus précaire de la langue française dans le contexte de notre trilinguisme. Nous ne nous trouvons pas en face d'un événement massif et subit, mais plutôt en face d'une évolution rampante, constituée de multiples facettes, de pièces d'un puzzle qu'il faut d'abord assembler avant de constater les dégâts.

Dans ce genre d'échanges, beaucoup d'informations sont liées à une expérience personnelle. Il y a forcément beaucoup de place pour des ressentis, des perceptions subjectives, mais qui finalement deviennent des constats lorsqu'ils sont partagés par la majorité des participants. Dans la mesure du possible, nous avons essayé de les étayer par des données précises, chiffrées. Il faut dire cependant, que ces données sont fragmentaires. À notre connaissance, il n'existe aucune étude qualitative sur les attitudes de la population à l'égard de la langue française ou à l'égard de notre trilinguisme qui, pourtant, est un élément capital de notre identité, dont nous nous vantons si souvent.

Nous demandons qu'en premier lieu, les autorités prennent conscience de ce phénomène et qu'elles se penchent sur la question du pourquoi et du comment nous en sommes arrivés là.

---

4 Source : Statec : Une diversité linguistique en forte hausse. RP 1er Résultats 2021 No 8

5 Le nombre de résidents étrangers originaires d'un pays où la langue parlée (allemand, anglais, néerlandais, scandinave...) est affiné à la langue allemande est de 34.000. Dans la vie quotidienne il faut y ajouter 40.900 frontaliers allemands venant d'Allemagne, donc un total de : 74.900

# 1

## Premier constat : la situation du français évolue dans le temps ; elle est tributaire de multiples facteurs.

---

On peut dire que l'engouement pour la langue française a connu une période faste dans les deux décennies qui ont suivi la deuxième Guerre mondiale. Bien sûr, c'était l'époque où l'on avait tendance à rejeter tout ce qui était allemand, à refuser de continuer à employer cette langue, à l'instar du curé de Belair qui fut le premier à célébrer la messe en français. La germanophobie du moment était compensée par la francophilie, aidée grandement par la chanson populaire française (Johnny Hallyday, Claude François...) et le cinéma français (Brigitte Bardot, Louis de Funès...) dont c'étaient les heures de gloire. Il fallait bien comprendre ce que chantait France Gall et ce qu'aboyait le maréchal des logis-chef Cruchot. Les premières émissions télévisées de RTL étaient en langue française. On apprenait la langue en regardant les séries américaines doublées en langue française et, pour les enfants, il y avait « l'École buissonnière », émission exclusivement en langue française. Impensable aujourd'hui ! Tout cela a régressé.

Et ceci non seulement parce que les Luxembourgeois se sont tournés vers des divertissements en langue allemande, finalement plus faciles à comprendre. Mais aussi parce qu'il y a eu des changements de l'autre côté de la frontière, dans l'Hexagone.

Difficile aujourd'hui de demander à un jeune de faire des efforts pour soigner la correction orthographique ou grammaticale de cette langue, lorsqu'il constate tous les jours à quel point elle est massacrée sur les réseaux sociaux et les médias publics. Difficile de l'enthousiasmer pour la langue d'une nation où le débat public est accaparé par des extrémistes qui pensent briller par les invectives et

les énormités qu'ils se jettent à la figure. Difficile de l'épater avec cette langue qui était réputée être la langue des élites et qui est aujourd'hui aussi celle des femmes de ménage, des garçons de café, des vendeuses, des immigrés... Et puis, l'État français n'a rien trouvé de mieux à faire que de fermer le Centre culturel français ce qui n'a guère arrangé les choses.

On appelle cela : une évolution. L'historien Gilbert Trausch l'avait déjà évoquée lors d'une conférence donnée à l'occasion d'un colloque organisé en 1986 par l'Université Libre de Bruxelles, l'Ambassade de France et le Centre Universitaire de Luxembourg<sup>6</sup>. Il y a 40 ans déjà, la situation de la langue française au Luxembourg alarmait. Mais Gilbert Trausch, la plaçant dans une évolution historique, concluait que la situation était loin d'être catastrophique, tant que la présence, la maîtrise de la langue française ne descendait pas au-dessous d'un certain seuil. Il pensait alors, qu'avec la progression de l'immigration, la langue française pourrait être sauvée grâce aux Italiens et aux Portugais avec lesquels les Luxembourgeois seraient obligés de communiquer en français.

---

6 Dans : La situation de la langue française parmi les autres langues en usage au Grand-Duché de Luxembourg, Centre culturel français du Luxembourg, Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman, Université de Metz (1997)

# 2

## Deuxième constat : la langue française est aujourd'hui négativement connotée.

---

Il existe des évolutions qui se font de manière naturelle ; on pourrait alors les considérer comme une fatalité et se résigner, s'il n'y avait pas ce soupçon contrariant que cette évolution a aussi été construite, voire voulue, en partie du moins.

Il est facile de construire une opposition entre la langue luxembourgeoise et la langue française lorsqu'on est d'avis que la seconde menace de submerger la première par l'immigration. Si l'immigré est l'intrus, l'ennemi, la langue dans laquelle il essaye de communiquer avec nous le devient aussi.

Il suffit alors de semer ici ou là des doutes, d'attiser des ressentiments et des peurs contre les gens qui s'expriment dans cette langue.

D'abord « ces gens » qui sont les héritiers de ceux qui auraient déclenché l'origine de tous les malheurs que les conservateurs ont dû subir depuis deux siècles : la Révolution française en 1789. Ces gens qui ont eu l'outrecuidance de couper la tête à leur roi et de vouloir éradiquer Dieu. Ces gens qui ont assassiné notre Schéifermich. Ces gens qui n'ont cessé de déclencher des émeutes et d'autres révolutions en 1830, en 1848, en 1870, ces soixante-huitards, ces gilets jaunes. Tout ce qui fait horreur aux conservateurs et aux partisans du « c'était mieux avant ».

Ces gens qui nous obligent à parler leur langue, à chercher les mots pour dire ce que nous voulons ou ce que nous ressentons parce que la vendeuse, le médecin, le maître d'hôtel, le standardiste ne semblent pas faire d'effort pour apprendre la nôtre.

Et puis cette langue est devenue au fil des années aussi celle des étrangers qui viennent d'horizons plus lointains, des immigrés, surtout ceux qui viennent du Sud, d'Afrique, du Proche-Orient, tous

des gens qui ne cadrent plus avec nos paysages paisibles.

Agir sournoisement ou ouvertement contre la langue française c'est disposer d'une arme à double tranchant : d'abord pour faire monter la tension entre ceux qui sont destinés à vivre ensemble et ensuite pour souffler sur les braises conservatrices, réactionnaires qui couvent en chacun de nous.

# 3

## Troisième constat : l'usage de la langue française dans la vie quotidienne, administrative, culturelle et politique est en perte de vitesse.

---

Alors que le français est omniprésent dans notre vie quotidienne, les échanges et les communications écrites se font de moins en moins en langue française et de plus en plus en luxembourgeois. Ceux qui hésitent encore, disent souvent vouloir éviter de se ridiculiser parce qu'ils maîtrisent mal l'orthographe luxembourgeoise. D'autres, qui continuent à rédiger leurs communications, leurs mails, leurs messages SMS ou WhatsApp en français, s'étonnent de provoquer des réactions négatives de leur entourage et de se voir reprocher une attitude élitaire.

Il y a 10 ou 20 ans, il était impensable que des fonctionnaires de l'administration écrivent des messages autrement qu'en français. Aujourd'hui, les messages, les rapports, les notes sont de plus en plus rédigés en luxembourgeois. Serait-il vrai que des ministres demandent expressément à leurs conseillers de rédiger leurs notes en luxembourgeois ?

À se demander comment ces derniers expliquent des sujets souvent complexes et techniques en luxembourgeois, alors que la langue luxembourgeoise ne permet pas de préciser, de nuancer autant qu'il le faudrait. Le Lëtzebuenger Online Dictionnaire (LOD) contient 33.500 mots alors que le Larousse français contient au moins 100.000 mots.

La poste luxembourgeoise, qui aujourd'hui s'appelle POST, offre 44 chaînes télévisées en langue allemande et seulement 22 en langue française. On n'y capte aucune chaîne pour enfants en langue française.

Dans le discours de nos responsables politiques, lorsqu'ils se prononcent sur la situation linguistique

dans notre pays, quand ils parlent d'intégration, il est systématiquement et exclusivement question de la langue luxembourgeoise. En général, ils réagissent à des interpellations venant de partis ou d'organisations qui opposent allègrement luxembourgeois et immigrés et qui réduisent l'identité luxembourgeoise à sa langue. Au grand jamais, nos responsables politiques ne mentionnent notre trilinguisme et encore moins la langue française.

Qu'on se comprenne bien et pour éviter de nous faire des procès d'intention malveillants, l'ASTI ne cherche pas à susciter un conflit entre la langue française et la langue luxembourgeoise, ni la langue allemande, ni la langue anglaise.

L'ASTI a toujours œuvré pour faire apprendre les langues. Il y a quelques années l'ASTI organisait des cours de langue pour les nouveaux arrivants et les réfugiés. Ensuite, forte de son expérience et persuadée que la maîtrise des langues passe par la pratique, elle a mis en place les « Cafés des langues ». En 2024, 347 personnes y étaient inscrites, accompagnées par 132 bénévoles.

Pour les activités de « coaching linguistique », où un apprenant pratique en virtuel ou en présentiel une des trois langues du pays avec un bénévole, 165 personnes ont pu en profiter en 2024, alors que 165 autres demandeurs figuraient sur une liste d'attente.

# 4

## Quatrième constat : la langue française, langue mal-aimée dans l'enseignement luxembourgeois.

Chaque fois que l'on constate qu'une évolution dans la société luxembourgeoise ne va pas dans le bon sens, on pose toujours la même question : que fait l'école, qu'a-t-elle fait, que pourrait-elle faire ? Depuis toujours l'ASTI s'est penchée sur les défis de l'école luxembourgeoise, s'interrogeant à chaque fois sur ce qu'il faut faire pour que tous les élèves, luxembourgeois comme étrangers aient les chances de réussir qui correspondent à leurs capacités intellectuelles et qui ne soient pas dépendantes du statut social ou de l'origine des parents ?

Ces vingt dernières années, sous les ministres Delvaux et Meisch, professeurs et chercheurs ont beaucoup œuvré pour réformer, notamment l'enseignement de la langue française, autant au niveau des curricula, de l'édition de manuels, de la préparation des futurs instituteurs et professeurs, qu'au niveau des structures (classes d'alphabétisation en français au fondamental, classes francophones au secondaire, lycées publics internationaux, bac européen, bac international, A-Levels).

À l'ASTI, nous sommes évidemment bien placés pour savoir que l'école luxembourgeoise est devenue extraordinairement complexe. Après des décennies d'efforts, elle serait enfin arrivée à mettre en place un système adapté à la présence d'élèves lusophones, ces enfants d'immigrés de la première génération venus en grand nombre, par exemple par l'introduction de l'éducation précoce, la promotion de la langue luxembourgeoise au précoce et au préscolaire, l'enseignement de l'allemand comme langue étrangère. Malgré tous ces efforts, le taux d'élèves portugais orientés en 7e préparatoire reste extraordinairement élevé<sup>7</sup> : sur 100 élèves orientés

vers l'enseignement préparatoire, 47,8% ont la langue portugaise comme première langue parlée à la maison ; du côté luxembourgeois on en est à 19,6%.

Comme si cela ne suffisait pas, entre-temps la composition des effectifs des élèves a considérablement changé, la diversité a explosé et là, pour l'heure, une fois de plus, en retard d'une évolution, on continue de réclamer d'un côté le maintien de l'unicité de l'école publique et de l'autre une école capable de répondre au plus grand nombre possible de cas de figure. Pour l'heure, la création de filières parallèles semble la solution la plus réaliste, la moins mauvaise, mais elle est fortement contestée, notamment par les syndicats des enseignants et certains politiciens.

Soit dit en passant : il est symptomatique pour l'école luxembourgeoise qu'en raison de son immuabilité, de son extraordinaire résistance à l'égard de toute velléité de réforme, il faille faire des pontages dans les circuits pour permettre à un plus grand nombre d'élèves d'accéder à une certification. Ce fut jadis le cas avec la création de l'enseignement moyen, puis avec l'introduction de l'enseignement secondaire technique, puis avec le bac international, et plus récemment, avec la création des lycées internationaux et des classes d'alphabétisation en langue française dans l'enseignement fondamental.

Établissons néanmoins un constat positif. On trouve – malgré toutes les lamentations à propos de l'école - des élèves qui n'ont pas de difficultés avec la langue française. Des étrangers et aussi des Luxembourgeois qui obtiennent de bons résultats, qui y trouvent plaisir et qui n'ont aucun problème

7 Source : Analyse du parcours scolaire des élèves à l'aide d'indicateurs. Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire, juin 2024

à continuer leurs études dans une université francophone. Il en existe.

En principe, des élèves qui ont grandi dans un milieu francophone ne devraient pas éprouver de difficultés pour apprendre à l'école luxembourgeoise ce qui, après tout, est leur langue maternelle. On en rencontre cependant qui voient leur niveau de performance en français chuter du moment qu'ils sont entrés à l'école luxembourgeoise. C'est à se demander s'il n'y avait pas plusieurs façons de définir la maîtrise du français. Le français de l'école luxembourgeoise deviendrait-il un autre français avec d'autres objectifs, d'autres exigences ?

La plupart des élèves luxembourgeois éprouvent des difficultés avec la langue française. En 7e au lycée classique, le français est au premier rang pour ce qui est des notes insuffisantes, dans les classes suivantes, il passe au second rang. Pour les élèves luxembourgeois, toutefois, avec les années, cela ne s'arrange pas. Les taux d'élèves luxembourgeois ayant des notes insuffisantes en français est élevé dans les classes inférieures (en 7e : 11,9%, en 6e : 15%, et même en 5e : 17,9%)<sup>8</sup>. Ce qui tracasse les lycéens, d'après ce que nous ont dit ceux que nous avons rencontrés, ce ne sont pas les règles de grammaire, mais les innombrables exceptions. S'ils pensent avoir compris une règle, ils sont immédiatement assaillis par les exceptions qui suivent. Ils disent avoir le sentiment de ne jamais être à l'abri d'une faute parce qu'ils tombent toujours sur une exception à la règle qu'ils avaient ignorée.

Même si leurs connaissances théoriques sont suffisantes, ils s'estiment incompetents dans l'usage concret du français, aussi bien en classe où ils ont peur de se faire corriger par le professeur, qu'au contact avec leurs camarades francophones. Ils sont bloqués parce que, là aussi, ils ont intériorisé la crainte de commettre une erreur, « erreur » qui dans notre système scolaire constitue une « faute ».

Cette déficience ne peut pas se résorber sans une pratique quotidienne informelle de la langue. Or, les élèves qui, en dehors des leçons de français à l'école, n'ont par ailleurs aucun contact avec la langue française sont nombreux. La langue française est rigoureusement absente dans les médias qu'ils consomment, dans leurs lectures, dans leurs échanges électroniques.

Pour beaucoup, même si la majorité des élèves de l'école luxembourgeoise indique apprécier l'école et n'éprouve qu'une faible pression liée au travail scolaire<sup>9</sup> ; apprendre la langue française peut alors devenir traumatisant, et ce encore plus si en classe ils étudient ensemble avec des camarades issus de familles francophones dont ils savent que la maîtrise est réelle et supérieure. Leur insatisfaction par rapport au français enseigné, évalué et sanctionné, les amène à identifier entièrement cette langue avec leurs frustrations, voire leurs souffrances, de sorte qu'ils fuient ou méprisent la langue lorsqu'ils y sont confrontés en dehors du contexte scolaire.

Au lycée, ils désélectionnent la branche dès que cela leur devient possible. Parmi les élèves qui ont réussi l'examen du bac ces dernières années, les élèves luxembourgeois (sauf ceux de la section langues vivantes) ont désélectionné le français à hauteur de 63% avec des pics allant à 78%, voire 84% suivant les sections et les années<sup>10</sup>. Adieu Molière, Victor Hugo, Camus ! D'après les représentants des élèves, le choix est fait souvent en fonction de la langue parlée au pays où l'on souhaite continuer ses études...et le pays est choisi en fonction de la langue qu'on maîtrise le mieux.

Conséquences : leur lecture d'ouvrages en français reste ce qu'elle était, quasi nulle. Leurs contacts sociaux avec des francophones sont limités. Et enfin, leur manque de connaissance dans cette langue finira par les désavantager ou leur créer des problèmes dans leur vie professionnelle (accès aux carrières de la fonction publique, de la santé) ou sociale d'adulte. Cela les met alors à l'écart des

8 Source : Statistiques globales et analyse des résultats scolaires : enseignement secondaire général 2021/2022

9 Source : Rapport de l'étude HBSC (Health-Behaviour in School-aged Children) : Contexte social des enfants et adolescents en âge scolaire au Luxembourg, 2023

10 Source : MENJE, Service des statistiques

productions littéraires et culturelles qui viennent de pays francophones.

En dehors de l'école, de la salle de classe, la situation est contrastée. Lorsqu'on les observe dans la rue et dans les transports publics, on ne peut être qu'émerveillé par ces champions du « switch » que sont nos enfants, ou du moins beaucoup d'entre eux. L'aisance avec laquelle ils changent d'une langue à l'autre, parfois au milieu d'une phrase, ne laisse pas de surprendre, ce qui fait qu'ils arrivent à se comprendre et à se faire comprendre. D'après les élèves, cette possibilité de changer rapidement d'une langue à l'autre rassure et encourage à s'exprimer dans une langue qui n'est pas la langue maternelle. Si à un moment donné on ne trouve pas l'expression ou le bout de phrase dans la langue étrangère, il est possible d'utiliser le vocabulaire de la langue qu'on maîtrise. Peut-être que cela leur est tellement facile lorsqu'ils sont décomplexés, qu'ils se sentent en confiance, lorsqu'ils se connaissent, se rencontrent, jouent, passent du bon temps ensemble en dehors de l'école. Ne minimisons pas ce constat. Il s'agit là d'une compétence inouïe et unique qu'il faudrait absolument valoriser, aussi à l'école.

En revanche, dans d'autres contextes, dans les cours de récréation par exemple, la communication et l'échange sont moins évidents. Tous les écoliers et étudiants sont d'un certain côté débrouillards. Ainsi, la socialisation enfantine (dès le précoce et le préscolaire) s'organise suivant l'aisance relative dans la langue respective. Pour ceux qui ont des difficultés avec la langue luxembourgeoise, le chemin de la moindre résistance consiste à jouer et à échanger avec des petits camarades plus ou moins francophones. Cela fonctionne tant que l'enseignant n'interdit pas de communiquer en français.

Au lycée, il n'est pas rare que les groupes se constituent suivant une langue et qu'il n'y ait pas de rapprochement ou d'action commune. Les élèves parlant luxembourgeois, les élèves des classes d'accueil, les élèves d'origine arabe, les élèves ukrainiens, les élèves portugais, les élèves des filières internationales des lycées luxembourgeois classiques ont tendance à se regrouper et dans ce cas, l'un ou l'autre se sent exclu parce qu'on parle

une langue qu'il ne maîtrise pas bien. Les élèves que nous avons rencontrés regrettent que dans les lycées il n'y ait pas davantage d'initiatives pour les amener à communiquer avec ces camarades étrangers. Cela d'autant plus que tous seront appelés à vivre et travailler ensemble par après.

Même si la population scolaire est très diversifiée, les élèves sont catégorisés en luxembourgeois/germanophones et en francophones, quel que soit leur arrière-fond culturel. Celui qui est francophone est étranger, celui qui est étranger est francophone (ceci est peut-être différent pour les enfants – beaucoup moins nombreux - de familles anglophones ou scandinaves). Bref, le français devient la langue des autres. Cela en fait beaucoup dans une école où selon les statistiques du ministère, 68% (2022/23) des élèves du fondamental n'ont pas le luxembourgeois comme première langue parlée.

Faut-il s'étonner alors, que, chez beaucoup, naît un sentiment diffus de ne pas appartenir à cette école, d'être étranger, de constituer un problème pour cette école qui a été créée pour d'autres ?

Pour les parents, l'apprentissage des langues de leur enfant est éprouvant et requiert des investissements considérables en temps, en patience, en persévérance, car tous en sont conscients : le résultat scolaire est déterminant pour la trajectoire que prendra la vie de leur enfant. Il est toutefois évident que le contexte social et linguistique de la famille présage de plus ou de moins de difficultés. Pour les parents lusophones ou les parents francophones, l'allemand peut poser de gros problèmes, et en général leurs enfants ne leur demandent même pas de l'aide. Et pour beaucoup de parents luxembourgeois l'apprentissage du français peut devenir la galère permanente et une suite d'interminables petits conflits.

D'ailleurs, pour les parents francophones ou les parents ne comprenant pas le luxembourgeois, c'est-à-dire une grande partie des parents, la relation à l'école est souvent ternie par le fait que l'interlocuteur, l'enseignant, leur fait clairement comprendre qu'il préfère s'exprimer en luxembourgeois. Les réunions de parents d'élèves d'une classe sont alors vécues comme une

contrainte dont on se passerait volontiers. Dans le fondamental, il n'est pas rare que les réunions soient divisées en deux : l'une sera en français et l'autre en luxembourgeois, créant ainsi deux groupes. Dans le secondaire, les réunions se tiennent davantage en luxembourgeois, et ce indépendamment du public en face.

Il existe, il ne faut pas le nier, des familles où tout ce qui touche à la langue française a été éradiqué, voire banni pour différentes raisons. Ces attitudes, ces rancunes parfois, déteignent sur les jeunes et ne les mettent pas dans une approche favorable par rapport à la langue française.

Après les parents, c'est évidemment l'attitude de l'enseignant qui est déterminante.

Nous ne savons pas très bien dans quelle mesure la composition socio-culturelle du corps enseignant a changé au cours des dernières décennies. Nous ne savons pas non plus si les enseignants originaires de familles qui ont immigré ont une autre attitude par rapport à l'enseignement des langues et du français en particulier. Une étude commanditée par ceux qui autorisent l'accès aux données pourrait apporter des éclaircissements.

Ceux qui, à l'Université, forment les étudiants qui se destinent à l'enseignement nous font part d'une attitude plutôt favorable de leurs étudiants à l'égard de la langue française et d'une réelle volonté de s'approprier les méthodes d'enseignement nouvellement développées.

Cependant, d'autres témoignages ont évoqué le malaise qu'éprouvent beaucoup d'institutrices et d'instituteurs luxembourgeois avec le français ; certains ont même estimé que leur maîtrise du français était en régression. Première évidence : si l'on a souffert pendant sa scolarité du fait de devoir apprendre et étudier le français, il devient difficile, une fois que l'on est devenu instituteur, de faire aimer cette langue à ses élèves. Deuxième évidence : des enseignants peuvent manquer de confiance en eux (surtout s'ils ont en classe des élèves maîtrisant mieux le français oral qu'eux-mêmes) et s'estimer insuffisamment formés. Troisième évidence : des enseignants peuvent choisir le parcours le plus commode et travailler surtout avec les fiches de travail élaborées et

commercialisées par les syndicats, alors qu'il n'est même pas certain qu'on travaille dans toutes les classes avec les manuels officiels, c'est-à-dire ceux que le ministère « recommande ». Une analyse de la valeur pédagogique de ces fiches et de leur conformité avec les orientations préconisées par le ministère devrait être faite.

Le lycée ne semble pas à l'abri de ce clivage. On nous dit que des professeurs titulaires refusent d'enseigner dans les classes francophones qui accueillent les élèves migrants. Il semblerait, mais cela reste à vérifier, que ce seraient surtout les chargés de cours qui sont responsables de ces classes.

Il n'en va pas seulement des classes francophones. Il ne faut pas oublier qu'au lycée classique (largement fréquenté par les élèves luxembourgeois), à partir de la classe de quatrième, l'histoire, la biologie et la géographie sont enseignées en français. En théorie. Des jeunes qui ont une aisance avec le français et qui ont « galéré » à cause de l'allemand croient qu'ils pourront enfin respirer, que les matières seront désormais enseignées dans une langue qui leur est plus familière.

Et c'est la douche froide : les professeurs donnent leur cours en luxembourgeois ! Pas tous, mais ils sont nombreux à la faire. C'est une pratique qui s'est installée depuis longtemps. Dans son exposé en 1986, Gilbert Trausch avertissait déjà qu'il fallait absolument renoncer à cette pratique et retourner vers l'enseignement en langue française. Or, il semblerait que c'est l'inverse qui s'est produit. Les chefs d'établissement l'ont bien entendu alors qu'ils déambulaient dans les couloirs pendant la période du Covid, lorsque les portes des salles de classe devaient rester ouvertes.

Les instructions officielles précisent pourtant que la langue véhiculaire, dans ces branches, est le français. Ce genre de non-respect, qu'il est un peu trop facile de justifier en invoquant la liberté académique, a des conséquences déplorables pour les élèves qui sont seulement obligés à s'exprimer en français dans les devoirs en classe.

Évidemment, si l'on a peiné à apprendre le français à l'école et au lycée, si on l'a désélectionné dès

que possible et si l'on a fait des études dans une université germanophone ou anglophone, il n'est pas facile de se mettre à enseigner sa spécialité, la biologie par exemple, en français. Cela ne date pas d'hier.

D'un autre côté, il faut remarquer, qu'après tout, à l'école fondamentale et au lycée, on a profité au total d'au moins 1.500 heures d'enseignement de français, qu'on s'est vu certifier le niveau C1 inscrit au diplôme du bac classique. Alors, on devrait avoir une très bonne base en langue française et, avec une préparation adéquate, il faudrait pouvoir arriver à enseigner sa spécialité en français.

D'autant plus qu'un soutien est possible :

- à l'Université, les futurs institutrices et instituteurs sont encouragés à surmonter leurs appréhensions à l'égard du français ;
- à l'Institut français du Luxembourg sont proposés depuis peu des ateliers et des concours d'éloquence pour les élèves, en collaboration avec les équipes enseignantes ;
- dans les conservatoires sont proposés des cours de diction qui voient des enseignants s'inscrire.

Pourquoi l'IFEN ne proposerait-il pas ce genre de cours et de formations dans le cadre de son offre de formation continue ?

La question est de savoir si le ministère n'a pas ou ne veut pas avoir connaissance de cette situation et s'il envisage d'y remédier. Ou alors, s'il a espéré y remédier en créant les lycées internationaux ?

Pour une grande partie des élèves, c'est évidemment le soulagement lorsque l'enseignant explique la matière en luxembourgeois, surtout quand un détail plus compliqué doit être assimilé. Mais pour le reste, ils souhaiteraient être sollicités plus souvent pour s'exprimer. D'après eux, les cours de langue française devraient être beaucoup plus interactifs, comme cela est le cas pour la langue anglaise, cela leur donnerait plus d'aisance et de confiance.

D'autre part, nous avons été informés de pratiques nouvelles mises en place auprès de la jeune génération des enseignants. Les curricula de l'enseignement des langues ont été profondément remaniés et adaptés : à côté de la lecture et de l'écrit,

l'accent est également mis sur la compréhension et l'expression orale. Des enseignants encouragent leurs élèves à parler, même s'ils font des erreurs. La préparation à l'Université, dans la formation des instituteurs aussi bien que dans la formation des enseignants de français, tient compte de ces changements et est à la pointe des réflexions. Et les jeunes enseignants suivent !

Ce constat encourageant pour l'avenir est quelque peu terni par ce soupçon rapporté et qui subsiste, qu'au moment d'entrer en action sur le terrain, au moment d'interagir dans des équipes d'enseignants, un conflit entre les nouvelles ambitions et les anciennes manières de faire, apparaît.

D'une manière générale, il incomberait à l'Observatoire de la qualité scolaire du ministère d'informer de quelle manière et dans quelle mesure les réformes des curricula, des méthodes, diffusées dans la formation des instituteurs et dans le stage pédagogique des professeurs, se traduisent dans la pratique dans les salles de classe. La récente publication, consacrée à l'évaluation de la réforme de 2009, ne se prononce pas sur les contenus et les enseignements. Toutefois, des responsables de ces études nous ont indiqué que dans les questionnaires d'enquête, les enseignants avaient bien indiqué qu'ils trouvaient l'approche par compétences, la différenciation et l'évaluation formative intéressantes, mais qu'il ressortait également de leurs réponses aux questions sur la manière dont ils appliquaient ces nouvelles approches au quotidien, qu'ils ne les avaient pas intériorisées.

L'école luxembourgeoise continue à se targuer de former ses élèves à être parfaitement trilingues. A chacun qui obtient le diplôme de fin d'études secondaires classiques, il est attesté qu'en langue française et en langue allemande il a atteint le niveau C1. Cela évite évidemment les tracas lorsqu'on veut s'inscrire à l'université. Mais qu'il soit permis de douter ici que chacun ait réellement atteint le niveau C1 en langue française. Il s'agit là d'un objectif qui était atteignable à une époque où seulement 25% des enfants fréquentaient le lycée classique. Dans le contexte actuel, il faut poser ouvertement la question sur un degré d'exigence réaliste.

# 5

## Cinquième constat : la langue française n'est pas la langue privilégiée des études supérieures.

À l'Université du Luxembourg, la langue allemande a progressivement remplacé la langue française. Cette évolution résulte en grande partie de la politique de recrutement de l'Université : l'Université du Luxembourg, francophone à ses débuts, ne l'est plus. La grande majorité des études et des rapports sont publiés en langue allemande, pour être ensuite traduits en langue française. Pour accéder à des études de bachelor, l'Université demande en général un niveau de connaissances plus élevé en langue allemande.<sup>11</sup>

	Français	Allemand	Anglais
Ingénierie	B1	B2	-
Médecine	C1	C1	B2
Digital Engineering	B1	B2	B1
Electrical Engineering	B1	B2	B1
Mechanical Engineering	B1	B2	B1
Psychologie	B2	C1	B2

Le nombre d'étudiants du Luxembourg qui s'inscrivent à l'étranger dans une université francophone est en perte de vitesse<sup>12</sup>, et ce malgré l'obligation d'inscription dans une faculté française ou belge pour ceux qui suivent des études de droit.

	2004/05	2023/24	augm %
UK	598	1016	
Pays Bas	67	1537	
Allemagne	1446	4560	
Autriche	272	1358	
<b>total</b>	<b>2383</b>	<b>8471</b>	<b>355%</b>
Belgique	1627	3463	
France	1528	2370	
<b>total</b>	<b>3155</b>	<b>5833</b>	<b>185%</b>

Faut-il alors parler de désamour à l'égard de la langue française ? Faut-il ergoter sur les termes utilisés : désintérêt, détestation, aliénation ? L'évolution a bien eu lieu et continue à avoir lieu.

A l'ASTI, notre rôle est de rendre attentif à des phénomènes qui pourraient constituer une menace pour le vivre-ensemble et la cohésion de notre société. A la suite de ces échanges, nous nous sommes évidemment posé la question : que faire ?

<sup>11</sup> Source : arrêté ministériel du 17.10 2023 portant approbation des annexes du règlement des études de l'Université du Luxembourg relatives aux programmes d'études offerts pendant l'année académique 2023/2024

<sup>12</sup> Source : ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

## Et maintenant ...

---

### Nous recommandons :

- Aux instances politiques d'afficher clairement leur adhésion au multilinguisme et aussi à la langue française, et ce dans tous les domaines de la vie publique, avec un accent particulier sur l'éducation nationale.
- Aux enseignants, aux parents d'élèves et aux responsables politiques de soutenir activement tous les efforts faits en matière d'enseignement francophone (classes ALPHA, classes internationales).
- Aux résidents de considérer le multilinguisme comme une richesse et de ne pas faire l'impasse sur la langue française.
- Aux écoles fondamentales et aux lycées d'être à l'écoute des élèves et de mettre en place, pour eux, des espaces pour échanger librement et sans évaluation dans diverses langues. (p.ex. tables de conversation ou « cafés des langues » pour les jeunes)

### Nous agissons :

- L'ASTI offre des activités de pratique des langues en luxembourgeois, français, allemand et anglais. Un apprenant est coaché online par un bénévole.
- L'ASTI invite tous les mois au «Café des Langues». Les personnes intéressées y peuvent pratiquer différentes langues dans un contexte décontracté.
- L'ASTI créera le « Prix de la Meilleure Production Musicale en Langue Française par des Jeunes » qui sera décerné chaque année.
- L'ASTI et ses bénévoles continueront à travailler et à échanger avec l'Institut français du Luxembourg, avec des étudiants, avec des professeurs et avec toutes les personnes intéressées, afin de collecter des idées et des initiatives en faveur du multilinguisme et du vivre-ensemble au Luxembourg.

## La cause de l'ASTI

---

Cette publication vous a-t-elle :

- Intéressé/e ?
- Plu ?
- Agacé/e ?

Alors, faites connaissance de l'ASTI !

L'ASTI ne laisse jamais indifférent.

L'ASTI agit.

L'ASTI fait entendre sa voix.

L'ASTI contribue quotidiennement à améliorer le vivre-ensemble par son offre d'aides et d'activités : le service pratique des langues, le «Café des Langues», les coachs linguistiques, la maison relais « Kannernascht » pour les enfants de Weimerskirch, Eich, Mühlenbach, le travail social communautaire dans les quartiers nord de la Ville, le guichet info-migrants, l'accompagnement des communes qui souhaitent agir pour le vivre-ensemble, l'écrivain public, le service de traduction orale directe et le centre d'éducation interculturelle (IKL) qui réalise des projets de vivre-ensemble pour les jeunes.

L'ASTI assure la veille et le plaidoyer politiques en matière de vivre-ensemble, de développement du multilinguisme, de promotion de l'interculturalité, de tolérance.

L'ASTI, ce sont des employés et d'innombrables bénévoles qui se réunissent, réfléchissent et réalisent des projets dans le cadre de groupes de réflexion consacrés, entre autres, à l'éducation, au racisme, à l'immigration.

Si vous êtes, tout comme nous, d'avis que le vivre-ensemble est aussi l'affaire de tous ceux qui vivent et travaillent au Luxembourg, si vous pensez que vous aussi pouvez apporter vos compétences dans l'un ou l'autre domaine, rejoignez-nous. Ecrivez un mail à notre présidente, Claire Geier ([claire.geier@asti.lu](mailto:claire.geier@asti.lu)) ou à notre directeur politique, Sérgio Ferreira ([sergio.ferreira@asti.lu](mailto:sergio.ferreira@asti.lu)) ; nous sommes toujours disponibles pour un entretien informel.

Cette publication a été réalisée avec les fonds propres de l'ASTI qui proviennent de dons de nombreux particuliers et de diverses associations. Ces fonds garantissent l'indépendance de l'ASTI. Vous pouvez y contribuer en envoyant un don (déductible des impôts) à

**ASTI CCPL IBAN LU44 1111 0652 9615 0000.**

Page de couverture :

Sélection d'auteurs de langue française. Les connaissez-vous ?

© ASTI octobre 2025

*Donc, pour conclure...*

## SAUVONS LA LANGUE FRANÇAISE !

DÉJÀ, ON NE  
DIT PAS 'LOL' ...

MAIS 'MDR' !

